

LC

ROYAUME DE BELGIQUE

-----

AVIS 43.667/4  
DU 20 FÉVRIER 2008

DE LA SECTION DE LÉGISLATION  
DU CONSEIL D'ÉTAT

-----

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Mobilité, le 9 octobre 2007, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "réglementant les licences de contrôleur de la circulation aérienne", a donné l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIË

-----

ADVIES 43.667/4  
VAN 20 FEBRUARI 2008

VAN DE AFDELING WETGEVING  
VAN DE RAAD VAN STATE

-----

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 9 oktober 2007 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Mobiliteit verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot regeling van de vergunningen van luchtverkeersleider", heeft het volgende advies gegeven :

## Examen du projet d'arrêté

### Préambule

Les considérants consacrés à la Convention relative à l'aviation civile internationale, ainsi qu'à la Convention internationale de coopération pour la sécurité de la navigation aérienne "EUROCONTROL", doivent être précédés par les alinéas du préambule relatifs au visa de l'accomplissement des formalités préalables (l'association des gouvernements régionaux et la consultation de la section de législation du Conseil d'État).

Le préambule du projet sera modifié en ce sens.

### Dispositif

#### Article 1<sup>er</sup>

En fonction de la suite qui sera donnée à l'observation générale formulée sous l'article 8, il conviendra, le cas échéant, de préciser que l'arrêté en projet a pour objet "la mise en oeuvre partielle de la directive 2006/23/CE du Parlement européen et du Conseil du 5 avril 2006 concernant une licence communautaire de contrôleur de la circulation aérienne" (ci-après dénommée la "directive 2006/23/CE").

#### Article 3

1. Pour faciliter l'identification des définitions que comporte l'énumération figurant à l'article 3 du projet, il est conseillé d'en numéroté en 1/, 2/, 3/, etc, les subdivisions.

2. La 7<sup>e</sup> définition (devenant 7/), il convient, dans la version française, d'écrire, comme dans la version néerlandaise, "l'indicateur d'emplacement OACI et le secteur".

.../...

### Articles 4 à 7

Les articles 4 à 7, formant le chapitre III - Généralités, du projet, ne comportent aucune disposition transposant les paragraphes 3, 6, et 7, de l'article 4 de la directive 2006/23/CE <sup>(1)</sup>.

Interrogé sur ce point, le fonctionnaire délégué a répondu :

"Wat artikel 4.3 van de Richtlijn betreft moet worden opgemerkt dat :

- de vergunning van luchtverkeersleider wordt uitgereikt aan een welbepaalde persoon en de geldigheid ervan is niet uitdrukkelijk beperkt in de tijd : net zoals de andere vergunningen is ook deze vergunning eigendom van de houder;
- de vergunning van luchtverkeersleider zal worden ondertekend door de persoon aan wie ze wordt uitgereikt.

Aan artikel 4.6 et 4.7 van de Richtlijn zal worden voldaan doordat de uitgereikte vergunningen van luchtverkeersleider zullen voldoen aan de erin bepaalde vereisten."

Afin de satisfaire à l'obligation incombant aux États membres de transposer intégralement la directive 2006/23/CE, il convient d'en transposer expressément l'article 4, paragraphes 3, 6 et 7, ainsi que l'annexe I.

Le projet examiné doit être complété en ce sens.

---

<sup>(1)</sup> Le tableau de transposition de la directive 2006/23/CE, demandé par l'auditeur rapporteur au fonctionnaire délégué ne mentionne pas ces dispositions. L'attention de l'auteur du projet est, par ailleurs, attirée sur le considérant 22 de la directive 2006/23/CE en vertu duquel "les États membres sont encouragés à établir, leurs propres tableaux, qui illustrent, dans la mesure du possible, la concordance entre la présente directive et les mesures de transposition, et les rendre publics".

### Article 7

1. La division d'un article en paragraphes ne se justifie que si l'un de ceux-ci comporte plus d'un alinéa.

Il n'y a dès lors pas lieu de diviser l'article 7 du projet en paragraphes.

Cette observation vaut également pour les articles 12, 13, 16, 35, 37 et 44 du projet.

2. La disposition en projet reste par ailleurs en défaut de transposer l'article 12, paragraphe 5, de la directive 2006/23/CE, qui vise également l'incapacité du contrôleur aérien qui se trouverait sous l'influence "de tout médicament, risquant de le[s] rendre incapable[s] d'exercer les privilèges de la licence en toute sécurité et de façon adéquate".

### Article 8

1. L'article 8 vise notamment à transposer l'article 5, paragraphe 1<sup>er</sup>, de la directive 2006/23/CE. En ce qui concerne l'article 8, 1/, du projet, celui-ci doit être complété pour viser également comme le fait l'article 5, paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, a), de la directive 2006/23/CE, l'hypothèse d'un candidat à la licence, titulaire "d'un diplôme donnant accès aux études universitaires ou de niveau équivalent".

2. Pour ce qui concerne les exigences en matière de formation initiale, l'article 8, 2/, et 3/, du projet, ne reprend cependant pas les éléments définis à l'annexe II, partie A, de cette directive, à laquelle renvoie son article 5, paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, b).

Interrogé sur ce point, le fonctionnaire délégué a répondu :

"Bijlage II van de Richtlijn zal opgenomen worden als bijlage bij het koninklijk besluit."

Le projet examiné doit en effet être complété en ce sens.

.../...

3. L'article 8, 5/, du projet, dispose que pour obtenir une licence d'entraînement de contrôleur de la circulation aérienne, le demandeur doit :

"5/ avoir fait preuve d'un niveau de compétence linguistique suffisant".

Cette disposition ne reprend pas les exigences définies à l'annexe III de la directive 2006/23/CE, à laquelle renvoie son article 5, paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, d). Elle n'en constitue dès lors pas une transposition adéquate.

Interrogé sur ce point, le fonctionnaire délégué a répondu :

"De regeling inzake het taalgebruik van de luchtverkeersleiders zal deel uitmaken van een algemeen ontwerp van KB omtrent taalkennis."

Un projet d'arrêté royal "réglementant l'emploi et la connaissance des langues dans l'aviation civile" a effectivement été soumis le 7 février 2008 à l'avis de la section de législation du Conseil d'État <sup>(2)</sup>.

L'adoption et l'entrée en vigueur de ce second projet sont nécessaires tant pour assurer la transposition complète de la directive 2006/23/CE, que pour permettre l'application du projet examiné. Il convient, dès lors, de faire expressément référence au projet d'arrêté 44.097/4 à l'article 8, 5/, du projet examiné <sup>(3)</sup> et de veiller, par ailleurs, à l'entrée en vigueur des deux arrêtés.

4. L'article 8, 6/, du projet, dispose que pour obtenir une licence d'entraînement de contrôleur de la circulation aérienne, le demandeur doit :

"6/ produire un certificat de bonne conduite, vie et mœurs précisant qu'il est destiné à une administration publique et délivré depuis moins de trente jours avant l'obtention de la licence d'entraînement".

---

<sup>(2)</sup> Cette demande d'avis est inscrite sous le numéro de rôle 44.097/4.

<sup>(3)</sup> Comparer avec l'article 27 du projet.

La production d'un tel document est dépourvue d'utilité, si la réglementation ne précise pas quelles sont les condamnations qui font obstacle à l'obtention d'une licence d'entraînement de contrôleur de la circulation aérienne. À cet égard, il convient de souligner que la modification que l'article 45 du projet vise à apporter à l'article 32 de l'arrêté royal du 15 mars 1954 réglementant la navigation aérienne, ne permettra plus d'appliquer aux contrôleurs de la circulation aérienne l'article 36, § 2, du même arrêté.

Interrogé sur ce point, le fonctionnaire délégué a répondu :

"Een bepaling geïnspireerd op artikel 36 §§2 en 3 van het KB van 15 maart 1954 zal worden opgenomen in het ontwerp van KB.

De wijziging in artikel 32 van het KB van 15 maart 1952 [lire : 1954] zal dan ook worden behouden."

Le projet examiné doit effectivement être complété en ce sens.

En outre, l'attention de l'auteur du projet est attirée sur ce que le certificat de bonne conduite, vie et moeurs a été remplacé par l'extrait de casier judiciaire (modèle I ou modèle II), conformément à la circulaire n/ 095 du 2 février 2007 du Ministre de la Justice <sup>(4)</sup>.

### Article 11

1. Afin de maintenir la continuité de l'énumération que comporte l'article 11 du projet, la phrase incidente figurant à l'article 11, 2/, doit être reprise dans un nouvel alinéa 2, ajouté à la fin de l'énumération (qui devient l'alinéa 1<sup>er</sup>).

2. L'article 11, 3/, 4/ et 6/, du projet, appelle les mêmes observations que l'article 8, 2/, 3/, et 5/, en ce qui concerne la transposition des annexes II, partie B, et III de la directive 2006/23/CE, auxquelles renvoie son article 5, paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, b) et d).

---

<sup>(4)</sup> *Moniteur belge* du 9 février 2007, pp. 6726 et s. Cette circulaire fait l'objet d'un recours en annulation (n/ de rôle 182.367/XI).

### Articles 13 à 17

L'article 11, paragraphe 3, de la directive 2006/23/CE, dispose :

"3. Le titulaire d'une qualification ou d'une mention de qualification qui n'a pas assuré des services du contrôle de la circulation aérienne associés à cette qualification ou mention de qualification pendant une période de quatre années consécutives ne peut commencer une formation en unité dans cette qualification ou mention de qualification qu'à l'issue d'une évaluation adéquate visant à déterminer s'il continue de remplir les conditions liées à cette qualification ou mention de qualification et après avoir satisfait à toutes les exigences en matière de formation qui découleraient de ladite évaluation".

Le chapitre VI - Qualifications, comprenant les articles 13 à 15, et le chapitre VII - Mentions de qualification, comprenant les articles 16 et 17, ne comportent pas de disposition assurant la transposition de l'article 11, paragraphe 3, précité. Le projet doit être complété sur ce point.

### Article 20

L'article 20 du projet ne transpose que partiellement l'article 11, paragraphes 1<sup>er</sup> et 2, ainsi que l'annexe II, partie C, de la directive 2006/23/CE, en ce qui concerne le maintien de la validité des mentions d'unité.

Il doit être complété sur ce point.

### Article 21

En ce qui concerne le chapitre IX - Mentions linguistiques, comprenant l'article 21, il est renvoyé à la seconde observation formulée à propos de l'article 8 du projet.

### Article 27

L'article 27 du projet dispose :

"Art. 27. Le contrôle des conditions médicales visé à l'article 26 s'effectue conformément aux procédures et par les instances de l'arrêté royal du 5 juin 2002 organisant la vérification des conditions d'aptitude physique et mentale des membres d'équipage de conduite des aéronefs civils, pour les examens de classe 1."

Il doit toutefois être relevé que la durée de validité du certificat médical de classe 1, telle qu'elle est actuellement fixée par l'article 30 de l'arrêté royal du 5 juin 2002 précité, est plus courte que celle prévue à l'article 12, paragraphe 3, de la directive 2006/23/CE.

Il convient donc de prévoir, soit dans le projet examiné, soit dans l'arrêté royal du 5 juin 2002 précité, une durée de validité spécifique pour le certificat d'aptitude médicale prévu aux articles 8, 4/, et 11, 5/, du projet.

### Article 30

L'article 30 du projet vise à transposer l'article 15 de la directive 2006/23/CE, relatif à la reconnaissance mutuelle des licences de contrôleur de la circulation aérienne.

Il n'opère toutefois pas la transposition des paragraphes 3 et 4 de cet article 15, qui traitent de la délivrance de mentions d'unité aux contrôleurs de la circulation aérienne bénéficiant de la reconnaissance mutuelle de leur licence et qualification.

Interrogé sur ce point, le fonctionnaire délégué a répondu :

"De artikelen 15.3 en 15.4 van de Richtlijn hebben betrekking op de aantekening betreffende de luchtverkeersleidingseenheid. De Franse en Engelse tekst omschrijven de in artikel 15.3 gebruikte term «aantekening betreffende de luchtverkeersleidingsdienst» immers als «mention d'unité» en «unit endorsement».

Artikel 19, 3/, van het ontwerp KB stelt dat de aanvrager maar een aantekening betreffende de luchtverkeersleidingseenheid bekomt indien hij de opleiding betreffende deze aantekening heeft gevolgd, waarvan het programma is goedgekeurd door de BSA-ANS.

.../...

Bij de goedkeuring van dit programma zal de BSA-ANS rekening houden met artikel 15.3 et 14.4 van de Richtlijn.

Vermits een aantekening betreffende de luchtverkeersleidingseenheid verbonden is met de sector en/of operationele positie van de luchtverkeer en m.a.w. dus plaatsgebonden is, is de betekenis van deze artikelen in de praktijk beperkt."

Afin de satisfaire à l'obligation incombant aux États membres de transposer intégralement la directive 2006/23/CE, il convient d'en transposer expressément l'article 15, paragraphes 3 et 4. Le projet doit être complété en ce sens.

#### Article 31 à 39

Les articles 31 à 39, formant le chapitre XV - Formation et examens, du projet, ne comprennent pas de disposition transposant l'article 13, paragraphe 4, et l'annexe IV, point 2, de la directive 2006/23/CE, relatifs au contenu du document constatant l'homologation des organismes de formation.

Le projet examiné sera complété sur ce point.

#### Articles 40 à 44

L'article 20, alinéa 1<sup>er</sup>, de la directive 2006/23/CE, dispose :

"Les États membres mettent en vigueur les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer à la présente directive au plus tard le 17 mai 2008, à l'exception de l'article 8, pour lequel le délai est fixé au 17 mai 2010. Ils en informent immédiatement la Commission."

La seule disposition transitoire prévue par la directive est son article 19, transposé par l'article 43 du projet.

Compte tenu de ces deux dispositions, les dispositions transitoires prévues par les articles 40, 41, 42, et 44 du projet ne pourront être en vigueur au-delà du 17 mai 2008 de sorte qu'un régime entièrement conforme à la directive 2006/23/CE sera en vigueur à cette date, sauf en ce qui concerne l'article 8 de la directive 2006/23/CE, pour lequel un délai supplémentaire de deux ans est prévu.

-----

### Onderzoek van het ontwerpbesluit

#### Aanhef

Vóór de consideransen over het Verdrag inzake de internationale burgerlijke luchtvaart, alsook over het Internationaal Verdrag tot samenwerking in het belang van de veiligheid van de luchtvaart "EUROCONTROL", moeten de leden van de aanhef komen waarin staat dat de voorafgaande vormvereisten zijn vervuld (het erbij betrekken van de gewestregeringen en het inwinnen van het advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State).

De aanhef van het ontwerp moet in die zin worden gewijzigd.

#### Dispositief

##### Artikel 1

Naar gelang van het gevolg dat zal worden gegeven aan de algemene opmerking onder artikel 8 moet, in voorkomend geval, worden verduidelijkt dat het ontworpen besluit strekt tot "gedeeltelijke tenuitvoerlegging van richtlijn 2006/23/EG van het Europees Parlement en de Raad van 5 april 2006 inzake een communautaire vergunning van luchtverkeersleiders" (hierna "richtlijn 2006/23/EG" te noemen).

##### Artikel 3

1. Om gemakkelijker terug te vinden welke definities de opsomming in artikel 3 van het ontwerp bevat, is het raadzaam de onderverdelingen ervan te nummeren met 1/, 2/, 3/, enz.

2. In de Franse versie van de 7<sup>e</sup> definitie (die 7/ wordt) schrijve men, naar het voorbeeld van de Nederlandse versie, "l'indicateur d'emplacement OACI et le secteur".

### Artikelen 4 tot 7

De artikelen 4 tot 7, die Hoofdstuk III - Algemeen van het ontwerp vormen, bevatten geen enkele bepaling waarbij de leden 3, 6 en 7 van artikel 4 van richtlijn 2006/23/EG worden omgezet <sup>(1)</sup>.

Op een vraag om uitleg daaromtrent, heeft de gemachtigde ambtenaar het volgende geantwoord:

"Wat artikel 4.3 van de Richtlijn betreft moet worden opgemerkt dat :

- de vergunning van luchtverkeersleider wordt uitgereikt aan een welbepaalde persoon en de geldigheid ervan is niet uitdrukkelijk beperkt in de tijd : net zoals de andere vergunningen is ook deze vergunning eigendom van de houder;
- de vergunning van luchtverkeersleider zal worden ondertekend door de persoon aan wie ze wordt uitgereikt.

Aan artikel 4.6 et 4.7 van de Richtlijn zal worden voldaan doordat de uitgereikte vergunningen van luchtverkeersleider zullen voldoen aan de erin bepaalde vereisten."

De lidstaten moeten richtlijn 2006/23/EG volledig omzetten. Om aan die verplichting te voldoen, moeten artikel 4, leden 3, 6 en 7, en bijlage I van de richtlijn uitdrukkelijk worden omgezet.

Het voorliggende ontwerp moet in die zin worden aangevuld.

### Artikel 7

1. De indeling van een artikel in paragrafen is alleen verantwoord als één van die paragrafen meer dan een lid bevat.

Er is dus geen grond om artikel 7 van het ontwerp in paragrafen in te delen.

---

<sup>(1)</sup> Die bepalingen staan niet in de tabel tot omzetting van richtlijn 2006/23/EG die de auditeur-rapporteur aan de gemachtigde ambtenaar heeft gevraagd. Voorts wordt de steller van het ontwerp attent gemaakt op considerans 22 van richtlijn 2006/23/EG krachtens welke "de lidstaten (...) ertoe (dienen) te worden aangespoord om (...) hun eigen tabellen op te stellen, die voor zover mogelijk het verband weergeven tussen de richtlijnen en de omzettingsmaatregelen, en deze openbaar te maken".

Die opmerking geldt ook voor de artikelen 12, 13, 16, 35, 37 en 44 van het ontwerp.

2. Bij de ontworpen bepaling wordt bovendien artikel 12, lid 5, van richtlijn 2006/23/EG niet omgezet, een artikel dat ook betrekking heeft op de ongeschiktheid van luchtverkeersleiders die onder invloed zouden zijn van "geneesmiddelen, waardoor zij mogelijk niet langer in staat zijn de aan de vergunning verbonden voorrechten veilig en naar behoren uit te oefenen".

### Artikel 8

1. Artikel 8 heeft inzonderheid tot doel artikel 5, lid 1, van richtlijn 2006/23/EG om te zetten. Artikel 8, 1/, van het ontwerp moet zó worden aangevuld dat het, net als artikel 5, lid 1, eerste alinea, a), van richtlijn 2006/23/EG, ook betrekking heeft op het geval van een vergunningsaanvrager die houder is van "een diploma dat toegang geeft tot de universiteit of een gelijkwaardige opleiding".

2. Wat de vereisten inzake initiële opleiding betreft, zijn in artikel 8, 2/ en 3/, van het ontwerp echter niet de gegevens opgenomen die gedefinieerd zijn in deel A van bijlage II van die richtlijn, waarnaar in artikel 5, lid 1, eerste alinea, b), van die richtlijn wordt verwezen.

Op een vraag om uitleg daaromtrent, heeft de gemachtigde ambtenaar het volgende geantwoord :

"Bijlage II van de Richtlijn zal opgenomen worden als bijlage bij het koninklijk besluit."

Het voorliggende ontwerp moet daadwerkelijk in die zin worden aangevuld.

3. Artikel 8, 5/, van het ontwerp bepaalt dat de aanvrager aan de volgende voorwaarde moet voldoen om een oefenvergunning van luchtverkeersleider te verkrijgen :

"5/      blijk hebben gegeven van een passend niveau van taalvaardigheid".

Die bepaling bevat niet de vereisten gedefinieerd in bijlage III van richtlijn 2006/23/EG, waarnaar wordt verwezen in artikel 5, lid 1, eerste alinea, d), van de richtlijn. Ze vormt dus geen geschikte omzetting ervan.

Op een vraag om uitleg daaromtrent, heeft de gemachtigde ambtenaar het volgende geantwoord :

"De regeling inzake het taalgebruik van de luchtverkeersleiders zal deel uitmaken van een algemeen ontwerp van KB omtrent taalkennis."

Op 7 februari 2008 is daadwerkelijk een ontwerp van koninklijk besluit "tot regeling van het taalgebruik en de taalkennis in de burgerluchtvaart" om advies ingediend bij de afdeling Wetgeving van de Raad van State <sup>(2)</sup>.

De aanneming en inwerkingtreding van dat tweede ontwerp zijn noodzakelijk, zowel om voor de volledige omzetting van richtlijn 2006/23/EG te zorgen als om de toepassing van het voorliggende ontwerp mogelijk te maken. Bijgevolg moet in artikel 8, 5/, van het voorliggende ontwerp <sup>(3)</sup> uitdrukkelijk worden verwezen naar het ontwerp van besluit 44.097/4 en moet er bovendien op toegezien worden dat de twee besluiten in werking treden.

4. Artikel 8, 6/, van het ontwerp bepaalt dat de aanvrager aan de volgende voorwaarde moet voldoen om een oefenvergunning van luchtverkeersleider te verkrijgen :

"6/ een getuigschrift van goed zedelijk gedrag voorleggen met vermelding "ten behoeve van een openbaar bestuur", dat uitgereikt werd sedert minder dan dertig dagen vóór het bekomen van de oefenvergunning".

Het overleggen van zo'n stuk heeft geen nut als in de regelgeving niet wordt vermeld welke veroordelingen eraan in de weg staan dat een oefenvergunning van luchtverkeersleider wordt verkregen. In dat verband moet worden onderstreept dat de wijziging die artikel 45 van het ontwerp beoogt aan te brengen in artikel 32 van het koninklijk besluit van 15 maart 1954 tot regeling van de luchtvaart, tot gevolg zal hebben dat artikel 36, § 2, van dat besluit niet meer zal kunnen worden toegepast op de luchtverkeersleiders.

---

<sup>(2)</sup> Die adviesaanvraag is ingeschreven onder het rolnummer 44.097/4.

<sup>(3)</sup> Vergelijk met artikel 27 van het ontwerp.

Op een vraag om uitleg daaromtrent, heeft de gemachtigde ambtenaar het volgende geantwoord :

"Een bepaling geïnspireerd op artikel 36, §§ 2 en 3, van het KB van 15 maart 1954 zal worden opgenomen in het ontwerp van KB.

De wijziging in artikel 32 van het KB van 15 maart 1952 [lees: 1954] zal dan ook worden behouden."

Het voorliggende ontwerp moet daadwerkelijk in die zin worden aangevuld.

Voorts wordt de steller van het ontwerp erop attent gemaakt dat het getuigschrift van goed zedelijk gedrag vervangen is door het uittreksel uit het strafregister (model I of model II), overeenkomstig circulaire nr. 095 van 2 februari 2007 van de Minister van Justitie <sup>(4)</sup>.

### Artikel 11

1. Om de continuïteit van de opsomming in artikel 11 van het ontwerp te handhaven, moet de tussenzin van artikel 11, 2/, worden opgenomen in een nieuw tweede lid, na het einde van de opsomming (die het eerste lid wordt).

2. Artikel 11, 3/, 4/ en 6/, van het ontwerp geeft aanleiding tot dezelfde opmerkingen als artikel 8, 2/, 3/ en 5/, in verband met de omzetting van bijlage II deel B, een bijlage III van richtlijn 2006/23/EG, waarnaar wordt verwezen in artikel 5, lid 2, eerste alinea, b) en d) van die richtlijn.

### Artikelen 13 tot 17

Artikel 11, lid 3, van richtlijn 2006/23/EG bepaalt :

"3. De houder van een bevoegdverklaring of een aantekening die gedurende enige periode van vier achtereenvolgende jaren geen luchtverkeersleidingsdiensten heeft verleend die verbonden zijn aan die bevoegdverklaring of aantekening, mag slechts aan een opleiding voor de luchtverkeersleidingsdienst met het oog op die

---

<sup>(4)</sup> *Belgisch Staatsblad* van 9 februari 2007, blz. 6726 e.v. Tegen die circulaire is een beroep tot nietigverklaring ingesteld (rolnr. 182.367/XI).

bevoegdverklaring of aantekening beginnen nadat op passende wijze is beoordeeld of hij nog steeds voldoet aan de voorwaarden voor die bevoegdverklaring of aantekening, en nadat hij heeft voldaan aan eventuele uit die beoordeling voortvloeiende opleidingseisen".

Hoofdstuk VI - Bevoegdverklaringen, dat de artikelen 13 tot 15 omvat, en hoofdstuk VII - Aantekeningen bij de bevoegdverklaring, dat de artikelen 16 en 17 omvat, bevatten geen bepaling waarbij het voormelde artikel 11, lid 3, wordt omgezet. Het ontwerp moet op dat punt worden aangevuld.

#### Artikel 20

Artikel 20 van het ontwerp houdt slechts een gedeeltelijke omzetting in van artikel 11, lid 1 en lid 2, alsook van bijlage II, deel C, van richtlijn 2006/23/EG, betreffende het behoud van de geldigheid van de aantekeningen betreffende de luchtverkeersleidingseenheid.

Artikel 20 moet op dat punt worden aangevuld.

#### Artikel 21

Voor hoofdstuk IX - Aantekeningen betreffende de taalvaardigheid, dat artikel 21 omvat, wordt verwezen naar de tweede opmerking over artikel 8 van het ontwerp.

#### Artikel 27

Artikel 27 van het ontwerp bepaalt :

"Art. 27. De controle van de medische voorwaarden bedoeld in artikel 26 gebeurt overeenkomstig de procedures en door de instanties vermeld voor de onderzoeken van klasse 1 in het koninklijk besluit van 5 juni 2002 tot regeling van de organisatie van de controle van de voorwaarden inzake lichamelijke en geestelijke geschiktheid van de leden van het stuurpersoneel van burgerlijke luchtvaartuigen."

Evenwel valt op te merken dat de geldigheidsduur van het "medisch attest" van klasse 1, zoals die thans is vastgelegd bij artikel 30 van het voormelde koninklijk besluit van 5 juni 2002, korter is dan die bepaald in artikel 12, lid 3, van richtlijn 2006/23/EG.

Hetzij in het voorliggende ontwerp, hetzij in het voormelde koninklijk besluit van 5 juni 2002 moet dus een specifieke geldigheidsduur worden bepaald voor het attest van medische geschiktheid bedoeld in de artikelen 8, 4/, en 11, 5/, van het ontwerp.

### Artikel 30

Artikel 30 van het ontwerp heeft tot doel artikel 15 van richtlijn 2006/23/EG betreffende de wederzijdse erkenning van vergunningen van luchtverkeersleiders om te zetten.

Artikel 30 houdt echter niet de omzetting in van de leden 3 en 4 van dat artikel 15, die betrekking hebben op de afgifte van aantekeningen betreffende de luchtverkeersleidingseenheid aan luchtverkeersleiders van wie de vergunning en de bevoegdverklaring wederzijds erkend zijn.

Op een vraag om uitleg daaromtrent, heeft de gemachtigde ambtenaar het volgende geantwoord :

"De artikelen 15.3 en 15.4 van de Richtlijn hebben betrekking op de aantekening betreffende de luchtverkeersleidingseenheid. De Franse en Engelse tekst omschrijven de in artikel 15.3 gebruikte term «aantekening betreffende de luchtverkeersleidingsdienst» immers als «mention d'unité» en «unit endorsement».

Artikel 19, 3/, van het ontwerp KB stelt dat de aanvrager maar een aantekening betreffende de luchtverkeersleidingseenheid bekomt indien hij de opleiding betreffende deze aantekening heeft gevolgd, waarvan het programma is goedgekeurd door de BSA-ANS.

Bij de goedkeuring van dit programma zal de BSA-ANS rekening houden met artikel 15.3 et 14.4 van de Richtlijn.

Vermits een aantekening betreffende de luchtverkeersleidingseenheid verbonden is met de sector en/of operationele positie van de luchtverkeer en m.a.w. dus plaatsgebonden is, is de betekenis van deze artikelen in de praktijk beperkt."

De lidstaten moeten richtlijn 2006/23/EG volledig omzetten. Om aan die verplichting te voldoen moet artikel 15, leden 3 en 4, van die richtlijn uitdrukkelijk worden omgezet. Het ontwerp moet in die zin worden aangevuld.

#### Artikelen 31 tot 39

De artikelen 31 tot 39, die hoofdstuk XV - Opleiding en examens van het ontwerp vormen, bevatten geen bepaling tot omzetting van artikel 13, lid 4, en van bijlage IV, punt 2, van richtlijn 2006/23/EG, die betrekking hebben op de inhoud van het stuk waarin de certificering van de aanbieders van opleidingen wordt vastgesteld.

Het voorliggende ontwerp moet op dat punt worden aangevuld.

#### Artikelen 40 tot 44

Artikel 20, eerste alinea, van richtlijn 2006/23/EG bepaalt :

"De lidstaten doen de nodige wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen in werking treden om uiterlijk op 17 mei 2008 aan deze richtlijn te voldoen, behalve wat betreft artikel 8, waarvoor de uiterste datum 17 mei 2010 is. Zij stellen de Commissie onverwijld in kennis van de tekst van deze bepalingen."

De enige overgangsbepaling waarin de richtlijn voorziet is artikel 19 ervan, dat wordt omgezet bij artikel 43 van het ontwerp.

Gelet op die twee bepalingen kunnen de overgangsbepalingen vastgesteld in de artikelen 40, 41, 42 en 44 van het ontwerp slechts tot 17 mei 2008 van kracht zijn, zodat op die datum een regeling van kracht zal zijn die volledig in overeenstemming is met richtlijn 2006/23/EG, behalve wat artikel 8 van richtlijn 2006/23/EG betreft, waarvoor in een aanvullende termijn van twee jaar is voorzien.

-----

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs  
de Heren

Ph. HANSE,

président de chambre,  
kamervoorzitter,

P. LIÉNARDY,  
J. JAUMOTTE,

conseillers d'État,  
staatsraden,

Madame  
Mevrouw

C. GIGOT,

greffier,  
griffier.

Le rapport a été présenté par  
M. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

Het verslag werd uitgebracht door de  
H. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

La concordance entre la version française et la  
version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle  
de M. P. LIÉNARDY.

De overeenstemming tussen de Franse en de  
Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht  
van de H. P. LIÉNARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

C. GIGOT

Ph. HANSE